

Les riches doivent maintenant s'adapter

Partage international n° 115 - Mars 1998

par Shridath Ramphal

Il n'y a pas de quoi être fier du bilan mondial, cinq ans après le sommet de Rio, et encore moins de quoi dormir sur ses lauriers. Ce bilan n'est digne ni du processus du Sommet de la Terre lui-même, ni de ses promesses, si mitigées fussent-elles. Cinq ans, et l'humanité mérite tout juste une note médiocre pour ses efforts. Etonnant quand il s'agit de survie. Et pourtant, nous prétendons toujours être des « *homo sapiens* ».

Lorsqu'on examine les efforts entrepris par la communauté internationale, il est fréquent de considérer séparément l'évolution des différents aspects qui, ensemble, forment le problème écologique auquel le monde est confronté. Un attachement aux détails est également fréquent. Mais cela présente un danger, celui de l'arbre qui cache la forêt. En nous focalisant sur un grand nombre de problèmes, si importants soient-ils, nous perdons de vue le problème principal.

Le grand problème que pose le défi de l'environnement est celui des ressources par rapport à la consommation. Le point crucial d'un développement durable est qu'il soit organisé sur la planète de telle manière que son impact sur les ressources de la Terre ne mette pas en danger les chances de survie de ceux qui s'y conformeront. Nous qui vivons actuellement, nous n'avons aucun droit absolu sur le capital écologique de la Terre : nous n'en sommes que les locataires, chargés de la garder provisoirement, et avec l'obligation morale d'agir en tant qu'administrateurs responsables. Mais il s'agit là d'une affirmation de pure forme. Nous ne vivons pas en accord avec ces préceptes. Les ressources et la façon dont nous les utilisons sont au cœur de la plupart de nos problèmes écologiques. Il existe des doutes concernant la capacité du monde à produire les aliments nécessaires à une population croissante. On s'inquiète toujours de ce que les pénuries d'eau puissent atteindre un seuil dangereux. Il semblerait que l'amour du monde moderne pour les véhicules à moteur soit remis en question, et l'inquiétude se propage à propos du sol,

de l'énergie, des matières premières, des gaspillages et de la pollution.

Cette inquiétude écologique a certainement encouragé l'action sur tous ces fronts, et sur d'autres. Mais les forces qui poussent à la croissance et à l'augmentation du Produit intérieur brut continuent à s'exercer inexorablement, comme si elles n'avaient aucun lien avec tous ces autres problèmes. On admet, sans laisser de place au doute, que les gens, même dans les pays les plus riches, doivent bénéficier d'un confort de plus en plus élevé au fil des années, et que ce processus d'enrichissement doit se poursuivre sans interruption, à l'infini. La recherche d'une croissance économique est naturelle et nécessaire dans les pays les plus pauvres. Les niveaux de vie y sont, en moyenne, beaucoup plus bas, et c'est par centaines de millions que leurs habitants doivent encore y être délivrés des privations et de la misère la plus abjecte. Les performances éblouissantes de quelques pays en voie de développement, principalement les « tigres asiatiques », tendent à occulter la persistance opiniâtre de la misère. Malgré la réussite de ces pays, les pauvres non seulement nous accompagnent toujours, mais actuellement, ils nous accompagnent en plus grand nombre que jamais.

La mondialisation aurait pu transformer l'économie mondiale à maints égards, mais il y a des régions qu'elle n'a pas atteintes, des populations qu'elle n'a pas touchées, et d'autres qu'elle a concernées, non pour les enrichir, mais pour les appauvrir. D'après le Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), 1,6 milliard de personnes, plus d'un quart de la population mondiale, sont plus pauvres qu'elles ne l'étaient il y a 15 ans. Dans 19 pays, les gens sont plus pauvres qu'il y a 35 ans. L'hypothèse selon laquelle les niveaux de vie continueraient de s'améliorer au fil des années n'est pas valable pour eux : la dure réalité est que leurs revenus, si maigres soient-ils, ont continué de chuter année après année. En gros, les trois quarts de la population de la planète vivent dans les pays en voie de développement. Mais en raison de leur pauvreté, leur consommation ne représente qu'un quart de la consommation mondiale. Leur niveau de vie doit être élevé d'urgence, en particulier parce que leurs besoins fondamentaux en nourriture, santé, éducation et logement ne peuvent rester insatisfaits. Ils ont le droit d'utiliser les ressources mondiales tout autant que n'importe quel autre habitant de la

planète. Mais si l'on ne peut pas accroître la totalité de la consommation mondiale sans en réduire peu à peu le capital écologique, les pays pauvres ne peuvent avoir une plus grande part du gâteau que si les pays riches sont prêts à approuver une distribution différente... et à s'adapter à avoir une plus petite part pour eux-mêmes.

La nécessité de s'adapter

Depuis plus de vingt ans, les institutions financières mondiales (et les pays industrialisés qui les dirigent) prescrivent des ajustements structureaux aux pays pauvres, qui n'ont guère d'autre choix que de prendre ce remède pour recouvrer leur santé économique. Or, la santé écologique mondiale (et par conséquent les intérêts de toute l'humanité) exige qu'une ordonnance de ce type soit prescrite aux pays riches. Il leur faut s'imposer une adaptation : un niveau moins élevé de consommation, une distribution plus équitable des ressources, une acceptation du fait que la croissance économique ne peut pas être illimitée. Une réponse favorable des pays industrialisés, face à la nécessité de cette adaptation, est de plus en plus vitale pour notre avenir commun sur cette planète. C'est-là que se trouve actuellement le problème concernant l'adéquation entre la consommation et les ressources.

Jusqu'à présent, ce problème n'a pas été abordé sérieusement. Quelques faits nouveaux semblent indiquer que, dans les pays industrialisés, certaines personnes prennent conscience du fait que la croissance ne peut pas continuer sans contrôle, du moins dans certains domaines. Il existe ainsi un mouvement de résistance face à l'envahissement par les véhicules à moteur, des protestations contre la création de nouvelles autoroutes et une demande croissante en faveur de zones sans voitures. Mais cette pression civique, qui s'exprime localement, est loin d'une reconnaissance générale du fait que les dangers écologiques exigent que les pays riches

s'imposent une adaptation.

Un impact crucial

Dans la discussion mondiale sur notre fâcheuse situation écologique, l'attention s'est portée jusqu'à présent sur le nombre des êtres humains et sur la poussée démographique en tant que principale responsable de la pression écologique. La population fait sans aucun doute partie du problème, et le monde en voie de développement, où la croissance démographique est la plus forte, doit mettre un frein à celle-ci.

Mais c'est par le biais de la consommation que l'impact de la population sur l'environnement se fait sentir. Et, comme la population des pays industrialisés consomme beaucoup plus par tête, le quart des habitants de la planète qui y vivent pèse beaucoup plus lourd sur l'environnement que les trois-quarts les plus pauvres qui vivent dans le monde en voie de développement.

Cinq ans après Rio, il nous reste à admettre que notre consommation a un impact dévastateur sur la planète, et qu'une course à la croissance écervelée et agressive met en péril notre avenir à tous.

D'après : Our Planet (Notre planète), publié par le Programme des Nations unies pour le développement. Voir aussi dans Partage international de juillet/août 1995, l'interview de Sir Shridath Ramphal par Monte Leach.

Auteur : Shridath Ramphal, fut Secrétaire général du Commonwealth pendant quinze ans. Il est vice-président de la Commission sur la direction des affaires mondiales et auteur de Our Country, The Planet (Notre pays, la planète).

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()